

UN « CONFLIT GELÉ » SUR

De la Transnistrie au Donbass,

Tandis que les gouvernements d'Ukraine et de Moldavie rêvent de l'Ouest, une petite république dissidente, enclavée entre ces deux pays, ne partage pas leurs aspirations...

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL JENS MALLING *

Vers l'avenir avec la Russie. A Tiraspol, la capitale de la Transnistrie, où République moldave du Dniestr, l'affiche bariolée aux couleurs de l'Union économique eurasiatique occupe toute la longueur d'un trolleybus.

d'élargir les annexions, même si les populations concernées n'y seraient probablement pas hostiles.

Lorsque l'on franchit le Dniestr pour poser le pied sur sa rive orientale, il n'est pas rare que les postes de contrôle soient gardés par des hommes portant un gilet aux couleurs de la Russie.

L'annexion de la Crimée par la Fédération de Russie en mars dernier a réveillé l'intérêt pour les « conflits gelés », issus de la création de plusieurs Etats dissidents et non reconnus lors de l'éclatement de l'Union soviétique.

* Journaliste.

La Transnistrie est liée à la Russie de longue date, depuis le traité de Iasi signé en 1792, alors que la Moldavie était encore ottomane (voir la carte page 23).

En mars 1992, les forces nationalistes moldaves tentent de prendre le contrôle de la Transnistrie, où 60 % des habitants sont russes ou ukrainiens.

En mars 1992, les forces nationalistes moldaves tentent de prendre le contrôle de la Transnistrie, où 60 % des habitants sont russes ou ukrainiens.

Etats occidentaux. Moscou, en revanche, la justifie sous prétexte que le GOFR serait gelé (ou a fortiori « ouvert »).

« On vit mieux ici qu'en Moldavie »

menons une vie très ordinaire. Elle se considère comme russe bien qu'elle soit née dans la ville ukrainienne d'Odessa, située à cent kilomètres au sud-est, où certains membres de sa famille vivent toujours.

« On vit mieux ici qu'en Moldavie », assure M^{me} Valentina Boïko, 53 ans, qui est venue de son village vendre du lait en bouteilles entre quelques blocs d'habitations d'architecture soviétique.

(1) Selon le dernier recensement en date (2004), les Slaves sont majoritaires en Transnistrie avec 30,4% de Russes, 28,8% d'Ukrainiens, 2% de Bulgares et 2% de Polonais...

FOND DE RIVALITÉS EST-OUEST

l'histoire bégaie

laire sur le coût de la vie (3). D'où les bons résultats des partis prorusses aux élections parlementaires qui se sont tenues le 30 novembre dernier en Moldavie : avec 39 % des voix, contre 44 % pour le bloc pro-occidental, leur défaite a été courte.

En Transnistrie, le peuple bénéficie de l'aide financière que lui prodigue généreusement la Russie. L'économie mêle des éléments du modèle socialiste hérité de l'URSS à des initiatives privées.

L'économie de la Transnistrie repose sur les industries sidérurgique, cimentière et textile, ainsi que sur les centrales électriques. Enclave territoriale sur le plan politique, le territoire est connecté au reste du monde : 95 % de la production des quatre principales usines est exportée (4).

M^{me} Gynj pense néanmoins que sa pension pourrait être plus élevée. Elle reçoit chaque mois l'équivalent d'une centaine d'euros. Son loyer lui revenant à 80 euros, elle doit vendre ses services de balayage cinq jours par semaine pour arrondir ses fins de mois.

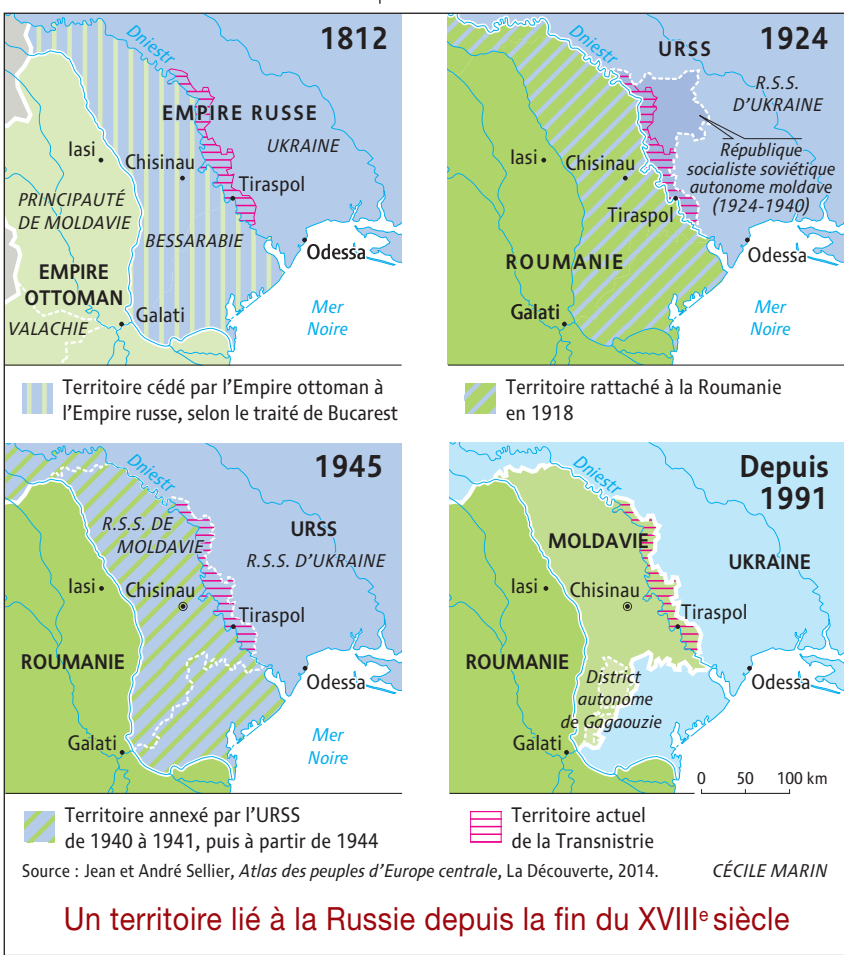
Du fait de sa situation géographique, la Transnistrie représente un enjeu important pour la Russie, qui est déterminée à endiguer l'expansion de l'Union européenne et de l'OTAN dans les pays de l'ex-URSS.

La stratégie de la fédéralisation

Le « mémorandum Kozak (6) » de 2003 éclaire la stratégie russe : cette proposition de résolution du conflit aurait autorisé la Transnistrie à opposer son veto à toutes les décisions importantes de Chisinau.

considèrent que l'accord d'association qui lie la Moldavie à l'Union européenne n'est pas favorable aux intérêts de leur pays ».

La Russie poursuivrait une stratégie identique en Transnistrie et dans l'est de l'Ukraine, où les « Républiques populaires » autoproclamées de Donetsk (DNR) et Lougansk (LNR) ont fait sécession les 7 et 27 avril 2014, souligne Kamil Calus, chercheur au Center for Eastern Studies de Varsovie : « Moscou ne compte pas soutenir l'indépendance de la Transnistrie ni son incorporation dans la Fédération russe. Au contraire, la Russie veut qu'elle reste dans une Moldavie fédérale. L'idée, c'est d'utiliser la Transnistrie pour garder un pied en Moldavie dans l'intention de dominer la totalité du pays et de l'empêcher de se tourner vers l'Ouest. Il en va de même pour les nouvelles républiques du Donbass. Moscou veut qu'elles fassent partie d'une Ukraine fédérale. La Russie pourra ainsi essayer de les utiliser pour bloquer l'intégration de l'Ukraine dans des organisations telles que l'Union européenne et l'OTAN. »



Un territoire lié à la Russie depuis la fin du XVIII^e siècle

La Transnistrie reste cependant très différente de la région du Donbass, actuellement ravagée par la guerre. Cette dernière compte une population dix fois supérieure, possède une frontière commune avec la Russie et n'abrite pas officiellement du moins - de forces russes.

JENS MALLING.

(3) Mila Corlăţanu, « The Republic of Moldova: Lost in geopolitical games », New Eastern Europe, 19 février 2014, www.neweasternurope.eu

(4) Kamil Calus, « An aided economy. The characteristics of the Transnistrian economic model », Osrodek Studiów Wschodnich, 16 mai 2013, www.osow.waw.pl

(5) Ibid.

(6) Projet russe, non ratifié, de mémorandum sur les principes d'organisation d'un Etat unifié en Moldavie, 17 novembre 2003, www.stefanwolff.com/files/Kozak-Memorandum.pdf

(7) Simon Tisdall, « Russia sets tough conditions for diplomatic solution in Crimea », The Guardian, Londres, 30 mars 2014.

(8) Andrés Rácz et Arkady Moshe, « Not another Transnistria: How sustainable is separatism in Eastern Ukraine? », The Finnish Institute of International Affairs, Helsinki, décembre 2014.

(9) Ibid.

L'UKRAINE EN QUÊTE DE SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE

Sur le front de l'uranium

Privée de charbon par les combats au Donbass, en conflit avec Gazprom pour son approvisionnement en gaz, l'Ukraine mise de plus en plus sur le nucléaire pour satisfaire ses besoins en énergie. Mais la fourniture en combustible des centrales atomiques héritées de l'Union soviétique dépend elle aussi des bonnes relations avec la Russie. S'en affranchir n'est pas sans risque.

PAR NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX SÉBASTIEN GOBERT ET LAURENT GESLIN *

Certains matins d'hiver, l'humidité monte du Dniestr et noie dans la brume les cubes de béton de la centrale nucléaire de la ville d'Enerhodar, située dans l'oblast de Zaporijia (sud-est de l'Ukraine).

La centrale de Zaporijia compte six réacteurs, d'une capacité de 1000 mégawatts (MW) chacun. Plus puissante que Gravelines, la première centrale française (5400 MW), elle n'est surpassée en capacité que par les huit réacteurs de Bruce, au Canada (6232 MW). La production d'électricité assure une relative prospérité à cette ville où l'on pénètre avec l'étrange impression de faire un voyage dans le temps.

Héritière des ambitieuses politiques énergétiques de l'URSS, l'Ukraine dispose de quinze réacteurs nucléaires, tous de type VVER à eau pressurisée (2). Trois unités sont en activité dans la centrale de Youjnooukraïnsk, deux à Khmelnytskyï, quatre à Rivne et six à Zaporijia. Le dernier des trois réacteurs non endommagés par la catastrophe de 1986 à Tchernobyl a définitivement été mis à l'arrêt en décembre 2000.

Dans l'immense salle des turbines du réacteur n° 1 de Zaporijia, les machines ronronnent en continu depuis maintenant trente ans. « Le réacteur n° 1 montre toujours de très bons résultats aux tests de sécurité », assure le directeur général de la centrale, M. Viacheslav Tishchenko. « Tous les dix ans, l'inspection d'Etat de réglementation nucléaire (ERN) décide de l'extension de l'activité des réacteurs. Au vu des résultats actuels, nous envisageons de les utiliser encore soixante ans. »

Du combustible américain ?

Le propos fait référence à la guerre de l'information que se livrent l'Ukraine et la Russie depuis des mois. Le 30 décembre, une chaîne de télévision proche du Kremlin, LifeNews, affirmait que des taux de radiation près de dix-sept fois supérieurs aux maximums autorisés avaient été relevés à proximité de la centrale.

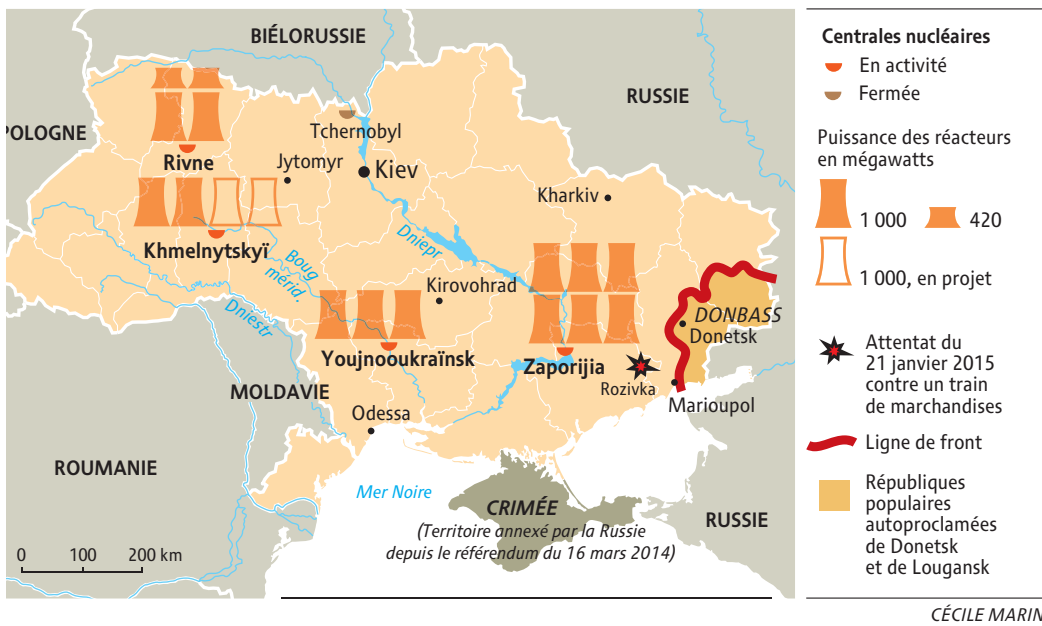
brisant ainsi le monopole de la compagnie d'Etat russe Rosatom et de sa filiale TVEL, qui fournissaient l'intégralité des centrales ukrainiennes et plusieurs pays de l'Union européenne.

« Notre combustible a reçu cet automne l'aval de l'ERN. Il est très courant pour les centrales nucléaires d'avoir plusieurs fournisseurs de combustible. C'est une question de mise en concurrence, mais aussi de sécurité des livraisons. Dans le cas de l'Ukraine, les approvisionnements en provenance de Russie ne sont peut-être pas totalement garantis du fait de la situation politique », insinue M. Mike Kirst, vice-président des relations extérieures de Westinghouse Europe.

Du combustible américain ?

Le 30 décembre dernier, Westinghouse et Energoatom ont toutefois signé un accord prévoyant une augmentation des approvisionnements de combustible américain d'ici à 2020. Pour l'instant celui-ci n'est utilisé que dans le réacteur n° 3 de

(1) Atomna ElektroStancija (AES). (2) Réacteurs dits de « deuxième génération », utilisant l'eau comme caloporteur et modérateur, et conçus dans les années 1960-1970. (3) LifeNews, 30 décembre 2014. (4) Selon l'Association mondiale du nucléaire, www.world-nuclear.org



Youjnooukraïnsk. Si les termes du contrat sont restés confidentiels, selon M. Kirst, Westinghouse aurait besoin de fournir « trois ou quatre réacteurs » pour que l'opération soit rentable. La compagnie est la seule du monde à avoir investi dès le début des années 1990 dans la conception d'un combustible compatible avec les réacteurs VVER, jusqu'ici entièrement dépendants des approvisionnements de TVEL.

Depuis le début des combats dans l'est de l'Ukraine, Kiev doit faire face à une situation énergétique préoccupante. L'Ukraine est privée des mines de charbon du Donbass qui alimentaient autrefois ses centrales thermiques. Quant au géant russe Gazprom, il menace régulièrement de stopper ses exportations de gaz si Kiev ne règle pas ses arriérés.

électriques, les énergies renouvelables et surtout de relancer le nucléaire civil (5), qui a déjà fourni plus de 50 % de l'électricité du pays en 2014 (contre 43 % l'année précédente). Pour faire face à la demande intérieure, l'Ukraine a dû récemment réduire ses exportations d'électricité vers la Moldavie et la Biélorussie.

« L'indépendance énergétique procurée par l'énergie nucléaire est tout à fait illusoire. Nous importons aujourd'hui de Russie pour 600 millions

de dollars de combustible, et Westinghouse ne sera jamais en mesure de prendre totalement le relais de TVEL », continue M. Pasyuk. Dans son bureau de la Zaporiská AES, le directeur Tishchenko affirme quant à lui « ne rien savoir » du combustible Westinghouse.

Rosatom est d'ores et déjà une victime collatérale du conflit russo-ukrainien. En juillet 2014, le nouveau gouvernement a écarté cette compagnie du projet de construction des réacteurs 3 et 4 à Khmelnytskyï, qui'il entend réserver à des entreprises occidentales.

Escarmouches près des centrales nucléaires

« Le lobby nucléaire en Ukraine a pourtant de quoi se réjouir de la chute du régime de Viktor Ianoukovitch », note M^{me} Kocharna. Avant la fuite de l'ancien président, le 22 février 2014, c'était l'oligarque le plus riche du pays, M. Rinat Akhmetov, qui pouvait se targuer de contrôler une bonne partie du marché national de l'énergie.

la présidence Ianoukovitch, Energoatom a perdu des centaines de millions de dollars. La dette de l'opérateur ukrainien représenterait selon elle l'équivalent de la production trimestrielle de tous ses réacteurs.

La redistribution des cartes au sein du secteur énergétique ukrainien est cependant loin d'être achevée, et M. Akhmetov, qui conserve des intérêts dans le Donbass, n'a sans doute pas dit son dernier mot. Pour l'heure, dans la centrale Zaporiská AES, on guette avec anxiété l'évolution de la ligne de front, située à deux cents kilomètres à l'est.

Rosatom est d'ores et déjà une victime collatérale du conflit russo-ukrainien. En juillet 2014, le nouveau gouvernement a écarté cette compagnie du projet de construction des réacteurs 3 et 4 à Khmelnytskyï, qui'il entend réserver à des entreprises occidentales.

Escarmouches près des centrales nucléaires

« Le lobby nucléaire en Ukraine a pourtant de quoi se réjouir de la chute du régime de Viktor Ianoukovitch », note M^{me} Kocharna. Avant la fuite de l'ancien président, le 22 février 2014, c'était l'oligarque le plus riche du pays, M. Rinat Akhmetov, qui pouvait se targuer de contrôler une bonne partie du marché national de l'énergie.

La redistribution des cartes au sein du secteur énergétique ukrainien est cependant loin d'être achevée, et M. Akhmetov, qui conserve des intérêts dans le Donbass, n'a sans doute pas dit son dernier mot. Pour l'heure, dans la centrale Zaporiská AES, on guette avec anxiété l'évolution de la ligne de front, située à deux cents kilomètres à l'est.

Reste difficile de démêler les questions techniques des choix politiques. Après la « révolution orange », le président Viktor Iouchtchenko avait mis en avant les questions d'indépendance énergétique et de sûreté pour se rapprocher de Westinghouse. Par la suite, M. Ianoukovitch avait utilisé les questions de compatibilité du combustible pour accroître la coopération avec Rosatom. Aujourd'hui, le gouvernement place toute sa confiance dans la technologie occidentale. Mais les centrales ont une durée de vie bien supérieure à celle des gouvernements.

(5) Après la chute de l'URSS, les armes nucléaires stationnées dans la nouvelle Ukraine indépendante ont été transférées en Russie, et le pays a ratifié le traité de non-prolifération.

SÉBASTIEN GOBERT ET LAURENT GESLIN.

* Journalistes.